



REINER EICHENBERGER

LE PROFESSEUR QUI A RÉPONSE À TOUT

Professeur d'économie à l'Université de Fribourg, Reiner Eichenberger s'apprête à devenir doyen de sa faculté. Un drôle de costume pour ce libéral rentre-dedans, qui a un avis sur tous les grands sujets politiques et le fait savoir.

GUILLAUME MEYER

Outre-Sarine, il est «le professeur qui a une solution pour tout», comme l'a baptisé l'«Aargauer Zeitung». Selon un classement établi récemment par la «NZZ», il serait le deuxième économiste le plus influent de Suisse. C'est peu dire que Reiner Eichenberger, professeur à l'Université de Fribourg, est omniprésent dans les médias. Pas une semaine sans que le titulaire de la chaire de politique économique et financière ne mette son grain de sel dans le débat politique du moment. De l'armée de milice à la caisse-maladie unique, en passant par l'immigration de masse, Reiner Eichenberger a un avis sur tout. A l'entendre, les politiciens font généralement fausse route. Il existe une solution plus efficiente que celle discutée. Avec moins d'Etat.

Reiner Eichenberger est un libéral pur et dur. Ne lui parlez pas de caisse publique! «Il faut une concurrence beaucoup plus sérieuse entre les assureurs», lance-t-il. Ces jours-ci, il s'affiche aux côtés des restaurateurs qui guerroyent contre la TVA «discriminatoire» appliquée à la branche, l'autre objet du vote populaire de dimanche. «Toute baisse de la TVA est bonne à prendre, a-t-il expliqué en substance sur le plateau du talk-show alémanique «Arena», mais l'idéal serait d'abolir la taxe.» Mieux vaut taxer l'immigration, martelait-il quelques mois auparavant, en écho à l'initiative UDC contre l'immigration de masse. Son idée? Taxer les entreprises qui engagent des étrangers pour les en dissuader, comme on le ferait pour lutter contre la pollution.

Une soif de visibilité

Cette posture rentre-dedans tranche avec la retenue des économistes suisses sur le terrain politique. Il n'en fallait pas plus pour que Reiner Eichenberger attire le soupçon. Poursuit-il un agenda politique? Veut-il être la caution économique d'un parti, l'UDC, accusé de porter atteinte à l'attractivité de la Suisse? Avec le parti blochérien, le professeur d'origine zurichoise partage un goût prononcé pour la provocation. Ce qui n'en fait pas un allié inconditionnel, à en juger par son engagement, au nom des libertés individuelles, contre le service militaire obligatoire.



L'activisme médiatique de Reiner Eichenberger lui vaut d'être considéré comme le deuxième économiste le plus influent de Suisse, selon un classement établi récemment par la NZZ. ALAIN WICHT

L'économiste de 53 ans assure ne pas avoir d'ambition politique. A l'entendre, on le devine animé d'une soif de visibilité, mais on le sent sincère quand il évoque, plus prosaïquement, son goût pour le débat d'idées. Ce qui le différencie de ses pairs? La traduction «conséquente» du raisonnement économique en propositions, dit-il. Et surtout, l'indépendance. Contrairement à de nombreux professeurs, qui «vendent leur âme» en multipliant les mandats pour des tiers (notamment publics), Reiner Eichenberger ne roule que pour ses idées. «Les professeurs d'économie sont pris dans une camisole», a-t-il coutume de dire. Comme un pied-de-nez,

lui porte volontiers la chemise ouverte et le cheveu long.

«Je ne suis pas un ennemi de l'Etat, absolument pas»

REINER EICHENBERGER

Mais celui qui défend ses positions avec la combativité d'un chien de chasse va devoir enfile une muselière. A compter de la rentrée 2015, pour deux ans, Reiner Eichenberger sera doyen de la Faculté des sciences économiques et sociales (SES). Une charge pour laquelle il n'a pas fait acte de candidature – le doyen est nommé en vertu du principe d'ancienneté – et qu'il accueille

comme une convocation au service militaire. «La charge de doyen est chronophage et réduit votre liberté d'expression. Si je dis quoi que ce soit de politiquement incorrect, ça peut retomber sur la faculté. Ça ne me convient pas.» Pourquoi ne pas avoir refusé le poste, alors? Reiner Eichenberger rigole. «Ça aurait été hautement problématique vis-à-vis de mes collègues. Je suis opposé au principe d'ancienneté car j'estime que les compétences doivent primer, mais ce sont les règles du jeu.»

A l'Université de Fribourg, ce pendulaire – il vit dans une villa de la Goldküste zurichoise – passe pour agréable et ouvert au

dialogue, même si ses idées sont peu partagées dans le corps professoral. «Avec Reiner Eichenberger, quel que soit le problème politique abordé, c'est toujours le marché qui détient la solution», lance son collègue Sergio Rossi, professeur de macroéconomie et d'économie monétaire. L'intéressé réfute pourtant l'étiquette de libertarien, partisan d'une société sans pouvoir. «Ce qui m'intéresse, c'est de savoir si l'Etat fonctionne de manière efficiente, c'est-à-dire s'il minimise ses coûts et maximise ses bénéfices.»

Fonctionnaire et heureux

A ce libéral qui juge que l'Etat prend trop de place dans la vie des Suisses, on demande alors comment il vit son statut

de fonctionnaire payé par le contribuable. «Je ne suis pas un ennemi de l'Etat, assure-t-il, absolument pas. Une certaine dose d'intervention étatique est justifiée en matière de recherche et d'éducation, par exemple. Les universités publiques sont là pour pratiquer la recherche fondamentale, que les acteurs privés ne sont pas incités à mener de leur propre initiative.» Et de poursuivre: «Un bon économiste n'est pas un apôtre de l'efficacité des marchés. C'est un expert capable d'identifier quand les marchés fonctionnent et quand ce n'est pas le cas, en proposant des remèdes le cas échéant.» Des remèdes que le bon docteur Eichenberger prescrit gracieusement. I

À LA POURSUITE DE L'HOMO OECOMICUS

Bien avant d'attraper le virus de l'économie, le petit Reiner voulait devenir directeur de zoo. A l'école primaire, ce fils d'un biologiste et d'une physicienne se faisait un peu d'argent de poche en s'occupant de tortues dans une animalerie. Le début d'une passion pour les animaux. Mais très vite, un animal l'intéresse plus que les autres: l'homo oeconomicus. L'être humain tel que le représentent les manuels d'économie: rationnel et mû par la poursuite de son intérêt égoïste. Cet ectoplasme, Reiner Eichenberger ne va jamais cesser de le traquer. Il n'aura de cesse de répéter que l'économie est le seul système d'explication globale de la société, les économistes étant les seuls scientifiques à approcher une réalité aussi bien du point de vue des coûts que des bénéfices.

Ce parti pris radical lui vaut des critiques récurrentes. On lui reproche des analyses désincarnées, des propositions abstraites. Pis, certains le trouvent trop léger sur le fond. Par exemple dans le débat migratoire:

pour George Sheldon, professeur d'économie du travail à l'Université de Bâle, les effets de l'immigration évoqués par Reiner Eichenberger sont «fondamentalement imaginables, mais je l'ai rarement vu les étayer par des résultats de recherches empiriques ou quantifier leur ampleur», critique-t-il. A Fribourg, l'économiste ne passe pourtant pas pour un touriste. «Sur le plan académique, c'est un chercheur créatif et reconnu. C'est quelqu'un de très structuré dans son raisonnement, il faut donc le convaincre avec des arguments forts», estime son collègue Thierry Madiès, professeur d'économie internationale.

D'aucuns se demandent quand même si Reiner Eichenberger, libéral comme il est, ne serait pas plus à sa place dans une faculté anglo-saxonne. L'intéressé répond qu'il a su très tôt qu'il ferait carrière en Suisse. «Pas seulement pour les conditions de travail et le salaire, précise-t-il. Mes recherches se sont naturellement dirigées vers des sujets

suisses. Le pays se prête particulièrement bien à l'étude de certains phénomènes décisifs pour la prospérité, comme la démocratie directe ou le fédéralisme local. Et puis, en Suisse, un économiste peut s'exprimer sur plusieurs sujets, alors qu'en Allemagne par exemple, il est souvent cantonné à son champ de spécialisation.»

Même l'Université de Zurich, dont la faculté d'économie jouit d'une aura internationale, ne fait pas rêver Reiner Eichenberger. «Si l'on mesure le retour sur investissement d'une université au nombre de ses publications dans des revues scientifiques de pointe, l'Université et l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich dominent le palmarès. Mais c'est parce qu'elles sont grandes et bien dotées: si l'on comptabilise le nombre de publications d'une université en fonction de son budget, les petites universités comme Fribourg font bien meilleure figure que les établissements zurichois!» GM

Pour une faculté plus internationale

Bientôt doyen de la Faculté des sciences économiques et sociales (SES) de l'Université de Fribourg, Reiner Eichenberger est en première ligne dans le débat sur le futur profil de l'institution. La faculté s'est longtemps distinguée par ses liens privilégiés avec son environnement régional et sociétal, qu'incarnaient des figures locales comme le professeur Gaston Gaudard ou les jeunes retraités Bernard Dafflon et Jean-Jacques Friboulet. Mais au sein du corps professoral, des voix s'élèvent pour que la faculté soigne davantage sa visibilité internationale quand elle recrute de nouveaux professeurs.

C'est le discours que tient Reiner Eichenberger, malgré un tropisme helvétique dans ses champs de recherche. «Nous ne pouvons pas nous contenter d'une visibilité locale auprès des décideurs ou dans les médias, insiste-t-il. «Nous devons recruter des gens qui sont capables de publier dans les grandes revues internationales. A l'avenir, nous devons y attacher encore plus d'importance qu'auparavant.» GM